

Ukraine vs Russie : les Suisses refusent de se soumettre aux diktats de la gauche

écrit par Docteur Dominique Schwander | 13 avril 2024

Plus de 130 000 signatures pour l'initiative sur la neutralité

Pro Suisse et l'UDC ont déposé ce jeudi 132 780 signatures à la Chancellerie fédérale pour leur initiative populaire sur la neutralité



Une affiche pour l'initiative sur la neutralité, lors de l'assemblée des délégués de l'UDS le 11 novembre 2023. — © GIAN EHRENZELLER/KEYSTONE

Plus de 130 000 signatures pour l'initiative sur la neutralité

Pro Suisse et l'UDC ont déposé ce jeudi 132 780 signatures à la Chancellerie fédérale pour leur initiative populaire sur la neutralité



Une affiche pour l'initiative sur la neutralité, lors de l'assemblée des délégués de l'UDS le 11 novembre 2023. — © GIAN EHRENZELLER/KEystone

L'initiative a été déposée, belle contre offensive contre ces Suisses de la gauche élargie qui veulent se soumettre à l'OTAN puis à l'UE.



Camille Moscow 🇷🇺 🌿 ✚️ 🔒

@camille_moscow



RIC – «Initiative pour la neutralité»: les Suisses déclenchent un référendum pour rétablir les relations du pays avec Moscou

Signé par 130.000 habitants - suffisant pour être soumis au vote - le texte empêche le gouvernement d'imposer ou d'adhérer à toute forme de «mesures coercitives non militaires» et de sanctions, à moins qu'elles ne viennent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il définit en outre la neutralité de la Suisse comme étant «perpétuelle» et interdit explicitement au pays d'adhérer à «toute alliance militaire ou de défense», à moins d'être directement attaqué.

Vainqueur des élections d'octobre, l'UDC s'est félicité de l'annonce du référendum, déclarant que les sanctions contre la Russie mettaient «en danger la paix intérieure et la stabilité du pays».

Si tous les Etats se comportaient comme la Suisse, il n'y aurait pas de guerre

Sous impulsion populaire, il s'agirait d'un virage majeur pour un pays qui s'était largement éloigné de sa politique de neutralité établie en 1815...

...s'associant à la quasi-totalité des sanctions occidentales imposées à Moscou, gelant des milliards de dollars de ses avoirs et soutenant activement Kiev depuis le lancement de l'offensive russe en 2022.

Screenshot

La neutralité doit rester au coeur de la politique étrangère, intérieure et de sécurité de la Suisse.

L'initiative «Sauvegarder la neutralité de la Suisse» de l'UDC et Pro Suisse a récolté 132 780 signatures. Elle a été déposée à la Chancellerie fédérale ce jeudi. Le texte qualifie la neutralité helvétique de perpétuelle et armée.

La Suisse ne doit adhérer à aucune alliance militaire ou de défense. La collaboration avec de telles organisations doit être limitée au cas où la Suisse serait attaquée.

L'initiative demande aussi que la Suisse ne participe pas aux guerres étrangères et ne prenne pas de sanctions économiques ou diplomatiques contre un Etat belligérant, sous réserve de ses obligations envers l'ONU. Berne doit enfin faire usage de son statut neutre dans le cadre des bons offices. **Dans un communiqué, les initiants fustigent la reprise des sanctions de l'Union européenne contre la Russie, parlant du «sacrifice irréfléchi d'une neutralité crédible.»** Ils dénoncent un manque d'orientation et un chaos en la matière.

Lire aussi: [L'initiative sur la neutralité a recueilli 140 000 signatures](#)

Le comité s'oppose aussi au «fallacieux» rapprochement avec l'OTAN mené par la ministre de la défense Viola Amherd, «au lieu de s'attaquer aux lacunes et aux manques d'équipement dans la défense militaire nationale, causés par une négligence grossière.» D'après son président, l'ancien conseiller national Walter Wobmann (UDC/SO), l'initiative ouvrira le débat sur l'orientation de la politique étrangère de la Suisse et sur «l'adhésion rampante» à l'organisation.

Beaucoup de signatures ont été récoltées en Suisse romande, notent les initiants. Pour le conseiller national Pierre-André Page (UDC/FR), Genève en particulier montre que la population veut préserver les valeurs traditionnelles telles que la diplomatie de paix et l'aide humanitaire. Genève, siège du CICR et de nombreuses organisations de l'ONU, constitue une plateforme en terrain neutre pour la tradition humanitaire de la Suisse.

L'initiative est soutenue par l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher. Cité dans le communiqué tout en ne faisant pas partie du comité, le poids lourd de l'UDC estime que l'initiative est une «réponse à l'érosion subtile et à la propagande d'abolition de la neutralité suisse.»

Lire également: [L'obsolescence programmée de la neutralité](#)

L'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), ancêtre de Pro Suisse, avait déjà lancé une initiative sur la neutralité en 2011. Le texte voulait notamment limiter les missions de l'armée à l'étranger à l'aide en cas de catastrophe. L'organisation n'avait toutefois pas réussi à récolter suffisamment de signatures.

Le contexte a changé. La guerre en Ukraine a ranimé le débat autour de la neutralité helvétique. Le ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis a tenté de la transformer en «neutralité coopérative.» Mais il s'est heurté au refus du Conseil fédéral. Le gouvernement estime que la neutralité définie et pratiquée depuis 1993 garde toute sa validité. Elle laisse suffisamment de marge de manoeuvre à la Suisse pour réagir aux événements que traverse le continent européen depuis le début de la guerre en Ukraine.

[https://www.letemps.ch/suisse/plus-de-130-000-signatures-pour-l-initiative-sur-la-neutralite#:~:text=L'initiative%20«Sauvegarder%20la%20neutralité,alliance%20militaire%20ou%20de%20défense.](https://www.letemps.ch/suisse/plus-de-130-000-signatures-pour-l-initiative-sur-la-neutralite#:~:text=L%20initiative%20«Sauvegarder%20la%20neutralité,alliance%20militaire%20ou%20de%20défense.)